

Hamza CHERIEF

(CREDESPO – UB)

Doctrines insurrectionnelles et contre-insurrectionnelles : le cas de la Syrie

Abir KREFA

(ENS Lyon)

Titre à préciser

Elisabeth VANDENHEEDE

(Université Libre de Bruxelles / CCMO)

Le rôle de l'armée dans les Pays du Golfe et au sein du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) face au Printemps arabe : portrait d'une institution aux pouvoirs contrastés

Dans les Etats arabes, l'armée représente l'un des piliers garants du régime et se retrouve à de multiples reprises au sein des dynamiques politiques de ces pays; comme ce fut le cas depuis le début des changements de régimes politiques dans le monde arabe, appelés communément "printemps arabe".

Dans ce contexte, l'intervention de l'armée saoudienne, sous couvert du CCG (Conseil de Coopération du Golfe), en mars 2011, pour mater les manifestations dans l'Etat voisin de Bahrain, laisse penser que cette institution dans les Pays du Golfe est particulièrement puissante. Or, et c'est ce que nous allons essayer de montrer durant ce séminaire, cette hypothèse est à nuancer.

Premièrement, les alliances quasi-centenaires américaine et britannique dans la région permettent de garantir la stabilité des familles au pouvoir.

Deuxièmement, la puissance numérique et militaire des armées du Golfe est d'une part, largement entre les mains de l'Arabie Saoudite qui tend à imposer sa politique au sein du CCG, et d'autre part, cet instrument du "hard-power" n'est pas utilisé pour arbitrer des conflits, tels qu'en Egypte, les pays du Golfe préférant la "diplomatie du dollar".

Et enfin, troisièmement, la méfiance gouvernementale exercée à l'encontre de l'armée est telle que ces deux dernières décennies, les régimes se sont employés à privatiser leur sécurité parallèlement à leur armée.

Ainsi, durant ce séminaire, nous brosserons le portrait de cette institution importante qu'est l'armée dans les pays du Golfe mais dont les pouvoirs sont tant faibles que puissants dans les dynamiques politiques de ces six pays.

Óscar FREÁN HERNÁNDEZ

(LSH – UFC)

Réactionnaires et conspirateurs : l'armée espagnole et la guerre civile de 1936

Le 18 juillet 1936, un coup d'État contre le gouvernement espagnol déclencha une guerre civile qui se prolongea pendant trois ans. Ce coup d'État fut organisé par une partie de l'armée qui conspirait pour faire tomber le gouvernement de gauche et bloquer les processus de réformes démocratiques et progressistes initiés dès 1931. Dans notre intervention, nous présenterons le rôle majeur de cette armée qui, à la fin de la guerre, renversa le régime républicain pour imposer, par la force, une des plus longues et répressives dictatures de l'Europe du XX^{ème} siècle.

Maud CHIRIO

(ACP – Université Paris-Est Marne la Vallée)

L'armée au Brésil au XXe siècle : force d'ordre, ou de progrès ?

L'armée brésilienne, précocement professionnalisée en Amérique Latine fut, dans les premiers temps de la République, un acteur central de la modernisation du pays, face aux oligarchies traditionnelles. Ce sont des militaires qui proclamèrent cette même République (1889), se révoltèrent à plusieurs reprises contre les châtiments corporels qui leur étaient infligés, luttèrent pour la démocratisation du système politique et fournirent au Parti Communiste Brésilien l'essentiel de ses premiers militants.

Pourtant, les années 1930 voient apparaître une tendance profondément conservatrice, socialement et économiquement, dont la dictature militaire de 1964 constitue l'arrivée au pouvoir. Pourtant, jusqu'aux années 1950, d'autres tendances demeurent actives, et puissantes, dans les forces armées, contribuant au maintien de gouvernements progressistes socialement.

Quel bilan peut-on tirer du rôle politique de l'armée brésilienne au XXe siècle, se singularise-t-elle en Amérique Latine, quelle est sa situation actuelle ?